

Marie Madeleine Mialot

Présidente de Centreco et Vice-Présidente du Conseil régional du Centre

Quel est votre parcours initial, votre formation ?

J'ai une formation en droit. J'ai une maîtrise et un diplôme d'études approfondies de droit privé que j'ai faits à l'université d'Orléans de 1965 à 1970. Ensuite, je suis entrée, après une expérience très courte dans l'entreprise, dans une association loi 1901, qui était une association régionale dans le social en relation et en travail avec tous les établissements de handicapés et de cas sociaux de la région Centre, donc à peu près 200 établissements. Je travaillais avec eux sur des projets de formation, des projets de création d'établissements... On essayait de trouver des sujets communs qui les préoccupaient et on travaillait dessus. J'ai fait ça toute ma vie professionnelle. Je suis entrée dans la vie politique en 1989, d'abord à la Mairie d'Orléans comme adjointe au maire avec Jean-Pierre Sueur, avec qui j'ai fait deux mandats d'adjointe au maire, d'abord du scolaire puis dans le logement social et les quartiers défavorisés et puis à la Région en 1992 où j'ai d'abord été dans l'opposition. Ensuite, en 1998, je suis devenue vice-présidente. J'avais à l'époque le développement économique, l'agriculture, l'aménagement du territoire et l'environnement. A partir de 2004, j'ai eu le développement économique, l'innovation, l'agriculture et l'économie sociale et solidaire.

On va revenir à l'actualité un peu plus récente dans un deuxième temps. Vous êtes rentrée en quelle année dans l'association où vous avez travaillé ?
En 1970.

Quel était le nom de cette association ?

Ça s'appelait le Centre Régional pour l'Enfance et les Adultes Inadaptés, le CREAI. Elle était basée à Orléans et travaillait pour les six départements de la région.

Donc tout de suite vous avez travaillé au niveau régional ?

Ah oui, tout de suite. J'ai toujours été dans un emploi régional.

Et quel était votre poste au sein de cette association ?

J'ai d'abord été directrice adjointe, puis directrice en 1983.

Vous êtes née à Orléans ?

Non, je suis née à Dreux. J'y suis restée jusqu'à l'âge de 17 ans et puis je suis partie faire mes études universitaires à Orléans.

Que faisaient vos parents ?

Mon papa était facteur à Dreux et ma maman était sans profession puisqu'on était 5 enfants. Quand papa est décédé, j'avais 15 ans, alors maman a repris une activité professionnelle comme secrétaire et comptable.

Vous avez travaillé toute votre vie dans le monde associatif. Quand vous êtes rentrée à la Région, vous avez pris en charge la partie économique tout de suite, avec une évolution au fil des mandats. Comment avez-vous abordé au début ce monde de l'entreprise privée ?

C'était un monde qui m'était totalement inconnu. J'ai beaucoup écouté parce que le monde de l'entreprise et les chefs d'entreprise expliquent très bien leurs préoccupations. Je trouve que les relations sont simples. Ils m'ont tout appris et les services de la Région ont complété ma formation. Mais c'est vraiment en écoutant, en lisant, en participant à tout ce qui était organisé, que j'ai appris mon métier de politique dans le domaine économique.

Vous avez participé à la création de Centreco ?

Oui, Centreco est né d'une fusion de plusieurs projets qui émanaient des chambres, de la CRCI et des chambres de l'artisanat et de l'agriculture. J'ai effectivement participé à la création de Centreco durant mon mandat. J'ai pris tout de suite la présidence de Centreco, dès 1998.

Peut-on revenir sur les missions principales de Centreco ?

Il y a une mission qui est celle d'organiser des salons à l'international. On organise des salons à l'international pour les PME-PMI de la région. Ça leur permet d'être sur un stand collectif, c'est-à-dire qu'il y a une masse en m² imposante qui permet



La vie politique sans économie et sans emploi ça n'existe pas.

d'attirer l'attention des entreprises qui sont sur un stand collectif. Parce que si on est sur un petit stand dans les grands salons internationaux, on n'est pas très visible. Je dis aussi que les salons, ce sont trois choses. C'est bien sûr pour les entreprises, les PME-PMI, l'occasion de faire des affaires, de trouver de nouveaux marchés, de nouveaux clients. C'est aussi l'occasion de se retrouver sur un stand avec des collègues de la région, de connaître ceux qui sont dans le même domaine que vous ou dans un domaine complémentaire. Et puis c'est une troisième chose très importante aussi, c'est l'occasion de faire de la veille par rapport aux produits que l'on fait puisque sur ces grands salons internationaux, c'est toujours là que sortent les nouveautés et bien sûr que les PME-PMI de la région présentent aussi leurs nouveautés. Cette activité salon, pour moi, c'est vraiment la première démarche à l'export. Pour d'autres, c'est un développement de l'export donc c'est un rôle très important. Ensuite, Centreco a une vocation d'étude. Nous nous sommes notamment spécialisés dans l'étude sur les filières. Très

régulièrement, une à deux fois par an, nous réalisons une étude qui permet de mieux cerner dans la région ceux qui travaillent sur chaque secteur : la filière éolienne, la filière électronique, la filière pharmacie... Cela permet de voir à la fois la situation de l'emploi, le dynamisme ou les programmes de recherche suivis. Par ailleurs, à partir de cette étude, on comprend mieux ce qui peut évoluer dans chaque secteur et donc aider à la fois l'organisation des entreprises en filière, voir les forces et les faiblesses de ce secteur et voir ensuite si l'on peut participer un peu à l'anticipation de ce qui se passe. Le troisième volet concerne la prospective, l'observation de ce qui se passe dans le monde économique régional, et l'évaluation des politiques.

Est-ce que l'on peut dire que Centreco est le bras armé du conseil régional en matière de développement économique ?

Tout à fait. Centreco associe les agences de développement départemental, les consulaires : Chambre de Commerce, Chambre des métiers, Chambres d'agriculture et l'État.

Vous nous parlez aussi de veille stratégique pour Centreco. En ce moment, en partenariat avec la CRCI, vous lancez le portail de l'intelligence économique, lecentre.fr. Vous en êtes à l'initiative ?

C'est un travail que l'on a mené conjointement car il y a eu plusieurs initiatives, tant du côté de l'Etat que de la Région puisque nous étions très sensibilisés à ces questions. Il a été convenu que ce serait la CRCI qui porterait les actions qui avaient été définies, et en particulier ce portail. C'est donc une étape importante mais qui suit aussi un certain nombre d'actions d'information et de formation. Il a fallu convaincre les chefs d'entreprise de l'importance de ce sujet.

Si vous deviez donner un conseil à un chef d'entreprise qui a des doutes sur la sécurité de ses informations confidentielles, qui aurait un doute sur un risque d'espionnage industriel, lequel serait-il ?

Je lui dirais : prenez l'angle avec des gens très compétents, qui vont vous aider à analyser les risques que vous encourez et surtout, faites les démarches pour vous protéger. N'ayez pas peur

de vous protéger. C'est fondamental pour l'avenir de l'entreprise.

Vous nous parlez de différents secteurs d'activité qui sont des secteurs phares tels que la pharma ou l'éolien en Eure-et-Loir. Est-ce que le développement durable est une thématique forte au sein de votre mandat ?

Oui. La question de l'évolution des entreprises dans le cadre du développement durable, est un sujet essentiel pour les années qui viennent. Je note d'ailleurs que l'on a de plus en plus de projets de développement ou de créations de PME-PMI sur ce thème parce que c'est très porteur. La France est en pointe sur ce sujet. Je pense qu'il y a un avenir économique dans ces transformations écologiques.

Quel est le secteur d'activité qui vous touche particulièrement ?

C'est difficile, je ne sais pas. J'en ai beaucoup en fait ! J'ai beaucoup de plaisir à être dans la variété des secteurs économiques de la région. Je suis très admirative du dynamisme des chefs d'entreprise car ils ont une vie très compliquée. C'est très difficile d'être chef d'entreprise d'une PME-PMI, donc vraiment, je ne fais pas de différence entre les secteurs d'activité. Il y en a qui se battent beaucoup et moi, c'est surtout ça que je vois. J'ai un profond respect pour le combat que mènent tous ces chefs d'entreprise de PME-PMI pour assurer de l'emploi, pour assurer du développement économique sur notre territoire.

Comment voyez-vous l'économie régionale actuellement ? Pensez-vous que l'on est sorti de la crise au niveau local ?

Non, je ne pense pas que l'on soit sorti de la crise. Je pense qu'il faut surtout distinguer les secteurs d'activité. La crise dans le secteur automobile continue, on a encore des fermetures. Pour moi, l'un des indicateurs de la fin de la crise sera l'arrêt des licenciements. Or, nous sommes toujours en accroissement des licenciements sur le territoire de la région. C'est le réel indicateur que la crise n'est pas terminée. Maintenant, il y a des secteurs d'activité qui se relèvent pour certains, je pense à la cosmétique par exemple, mais qui n'ont pas encore retrouvé leurs chiffres de 2008. Et tant que

ces entreprises n'auront pas retrouvé leurs chiffres d'affaire de 2008 ou de 2007 pour certains secteurs, on ne peut pas dire que l'on soit sorti de la crise en région Centre.

Est-ce que l'un des remèdes à la crise aujourd'hui ne serait pas de créer son entreprise ou de reprendre des entreprises qui ne trouvent pas reprenneur ?

Il y a bien sûr la question de la reprise d'entreprise puisque beaucoup d'entreprises qui sont viables, qui sont en pleine forme économique, ont du mal aujourd'hui à trouver reprenneur. Il y a beaucoup d'aides de la région qui sont importantes, et il faut qu'il y ait une motivation pour la reprise. Je rencontre en ce moment des gens qui sont intéressés par la reprise et ça me fait plaisir parce que c'est vrai que dans cette situation les reprenneurs étaient moins nombreux à se bousculer à la porte des entreprises. Et puis, il y a le grand champ de l'innovation. Il y a beaucoup de PME-PMI qui innovent. On peut en avoir encore plus. Il y a là aussi des soutiens importants de la part de la Région et des Fonds Européens. Et, on peut faire aussi de la reprise avec de l'innovation puisqu'on peut reprendre une entreprise et développer de nouveaux produits. Voilà un peu les deux champs qui me semblent vraiment essentiels pour l'avenir économique de la région.

Avez-vous déjà pensé à créer votre entreprise ?

Oui, à un moment, ce n'était pas une création mais justement une reprise. J'étais très intéressée par la reprise d'une entreprise de bâtiment, qui était quand même assez importante. C'était un challenge car il y a très peu de femmes dans ce domaine-là. Finalement, je ne suis pas allée jusqu'à la phase de la pré-étude mais pendant au moins deux ans, ça a germé dans ma tête. Ils ont fini par me donner envie tous ces chefs d'entreprise...

Au départ, pourquoi êtes-vous entrée en politique à la Mairie d'Orléans ?

En fait, j'y suis entrée parce que l'on est venu me chercher. Au début, j'ai longuement hésité puisque je dirigeais une association et j'avais peur que ce soit un marquage politique de cette association. C'est un problème que j'ai évoqué avec le bureau de l'association qui m'a dit que non, à

condition que je continue à la direction parce que, pour eux, c'était important que je continue. En fait, ma principale motivation était de participer à la vie collective publique. C'est quelque chose d'extraordinaire de participer à une action publique et c'était ce qui me faisait envie. J'ai vraiment trouvé ça dans la vie municipale. Construire une action publique, je l'ai aussi trouvée dans la vie régionale à un autre niveau et c'est ce qui m'a toujours motivée. Et, construire avec les autres, parce que ce ne sont pas les élus qui construisent tous seuls dans leur coin, c'est avec les services de la collectivité et c'est surtout avec ceux qui vont avoir le bénéfice de cette action publique. C'est ça aussi qui m'intéresse. C'était un peu le fond de mon action dans le social, dans cette association. C'était travailler avec ceux qui sont les acteurs au quotidien pour monter quelque chose ensemble. C'est ça qui me motive dans la vie politique. C'est le mobile de ma vie en fait !

Être femme en politique, c'est évoluer dans un monde d'hommes majoritairement, comme être femme entrepreneur. Est-ce que pour vous c'est le même combat ?

Oui, je pense que c'est un combat d'être une femme, de mener une vie professionnelle, d'avoir des enfants, de mener ensuite une vie politique. C'est un combat de tous les instants. Ensuite, oui je pense que la vie est un combat alors je ne sais pas si les hommes se battent de la même façon que nous. Nous avons une autre façon d'appréhender les choses, sûrement davantage pragmatique. Ceci dit, nous sommes très complémentaires. J'ai toujours travaillé avec des hommes et j'aime bien ce travail mixte.

Vous avez eu trois beaux garçons ?

Deux beaux garçons et deux grands garçons ! Et j'ai six petits-fils. Je pense que ce qui compte dans la vie familiale c'est d'avoir des parents motivés. J'ai eu cette chance-là. J'avais une mère battante, toujours motivée, qui a voulu que nous fassions des études malgré une origine très modeste. Avec mon mari, nous avons enseigné à nos enfants à être motivés, à ce que rien n'était simple, qu'il fallait toujours travailler si on voulait réussir. La vie n'est pas facile mais quand on est motivé on y arrive, on fait des choses intéressantes.

Ils se battent dans leur vie professionnelle. J'ai un fils avocat et l'autre au service d'un médiateur national.

Est-ce que vous diriez que l'économie et la politique sont les meilleurs ennemis ou les pires amis ?

Je pense que l'économie et la politique doivent s'entendre parce qu'ils sont indissociablement liés. La vie politique sans économie et sans emploi ça n'existe pas.

Est-ce qu'aujourd'hui vous pensez qu'à partir du moment où l'on entre dans le monde professionnel, d'une certaine manière on fait toujours de la politique ?

Non, je ne pense pas. Je pense qu'on entre dans la vie politique quand on a décidé d'entreprendre une action collective avec d'autres. Pour moi, c'est le point de départ à un engagement citoyen. C'est vrai pour les chefs d'entreprise qui décident de monter une association sur leur zone d'activité, pour ceux qui s'engagent dans la vie consulaire, dans des associations diverses et variées au bénéfice du secteur économique, ce sont ceux qui s'engagent dans les associations de parents d'élèves... On y apprend que c'est à la fois très important le collectif et que c'est très compliqué. C'est comme ça après que l'on avance sur des projets, sur une démarche de contestation en même temps que sur une démarche de construction.

Pour vous, si j'ai bien compris, la création ou la reprise d'une entreprise est plutôt de l'ordre de la démarche individuelle et le jour où l'on passe au niveau associatif ou pour le bien public général, on passe dans la démarche politique, ça serait ça la différence ?

C'est peut être un peu réducteur. Je pense que quand l'on crée une entreprise on se lance dans une démarche collective aussi parce qu'on n'est pas tout seul. On va aller voir un certain nombre de personnes, on va aller voir le maire. La création d'une entreprise, je pense, c'est déjà l'inscription dans une démarche collective. Parce que tout seul c'est très difficile.